

**Compte rendu de réunion de la CSIA
(Commission de Suivi de l'Informatique des AASQA)
du 17 janvier 2013**

1 PARTICIPANTS

B. Decherf	ATMO Nord Pas de Calais
F. Dambre	AIRPARIF
M. Luittre	ATMO Picardie
L. Roubeyrie	LIM'AIR
J-L. Falquet	AIR Rhône-Alpes
Y. Fortier	ATMO Auvergne
G. Grignon	QUALITAIR Corse
JM. Sarrazin	ATMOSF'AIR Bourgogne
J. L'Honoré	AIR Pays de la Loire
D. Tribouillard	AIR COM
P. Nichele	ORAMIP
D. Delacourt	ASPA
D. Martinez	AIR Languedoc-Roussillon
R. Piet	ATMO Poitou-Charentes
C. Mantelle	LCSQA / INERIS
J. Barrier	LCSQA / INERIS
M. Hamida	LCSQA / INERIS
JY. Chatelier	LCSQA / INERIS
C. Josserand	LCSQA / INERIS

Excusés :

H. Holin	DGEC / BQA (Bureau de la Qualité de l'Air)
----------	--

2 ORDRE DU JOUR

- **Suivi de l'instrumentation et des outils**
 - Suivi des constructeurs de postes centraux
 - Retour sur les entrevues LCSQA avec les 2 constructeurs de postes centraux
 - Schéma d'organisation de suivi des constructeurs de postes centraux
 - Outils de suivi métrologique & répétabilité sur site
 - Point sur les enquêtes
 - Propositions de mise en oeuvre
 - Autres évolutions normatives
 - Point sur incidents stations (ISEO, FDE)
 - Point sur l'outil simulateur
- **Suivi des données qualité de l'air**
 - Tableaux de bord de suivi de la remontée des données
 - Retour sur les reportages et consolidation du référentiel
 - Propositions sur gestion du référentiel
 - Avancement du futur système de gestion des données de la qualité de l'air

3 RELEVÉ DES PRINCIPAUX ÉCHANGES ET DÉCISIONS

3.1 SUIVI DE L'INSTRUMENTATION ET DES OUTILS

Suivi des constructeurs de postes centraux

Le LCSQA relate les réunions avec les constructeurs ISEO et CEGELEC qui se sont tenues en fin d'année 2012. Le LCSQA a notamment exposé aux constructeurs, lors de ces réunions, l'organisation qu'il souhaitait mettre en place pour le suivi d'un noyau commun de fonctionnalités du Poste Central. La première étape de cette démarche consiste à produire des spécifications fonctionnelles du noyau commun.

Le LCSQA indique qu'il attend une décision du CPT sur la mise en action de cette démarche dans le cadre du Programme 2013.

Le LCSQA rappelle que, dans cette démarche, il ne prend en charge que le suivi du noyau commun de fonctionnalités. Le suivi de fonctions spécifiques demandées par une AASQA et qui échapperaient au noyau commun est de la responsabilité de l'AASQA concernée.

Spécifications des fonctionnalités communes du PC

L'ASPA alerte le LCSQA sur l'ampleur du travail à réaliser, mais confirme que cette démarche sera très utile aux AASQA.

Le LCSQA explique qu'il n'a reçu à ce jour aucune spécification existante de la part des constructeurs ou de l'ADEME et que la démarche suivie actuellement consiste à identifier les fonctionnalités depuis l'analyse des postes centraux. Le LCSQA fait appel aux AASQA pour récupérer des spécifications, qui permettraient de faciliter le travail de rétrospécification. Plusieurs AASQA ont encouragé le LCSQA à insister auprès de l'ADEME.

Le LCSQA expose un premier schéma présentant les différents groupes de fonctionnalités. Il est suggéré de remplacer le groupe « Calculs d'indice » par « Calculs » au sens large.

AIR PARIF demande quels délais sont envisagés pour la rédaction des spécifications. Le LCSQA répond qu'un minimum de 6 mois semble nécessaire, mais qu'il est difficile de se fixer une échéance.

Le LCSQA indique que compte tenu des budgets et afin d'éviter une rédaction en « tunnel », il faudra sans doute prioriser les chapitres à rédiger. Un échange avec les AASQA pourra se faire sur ce sujet.

Enquête sur les logiciels de « contrôles métrologiques »

Le LCSQA présente les résultats de l'enquête. Dans sa présentation, le LCSQA signale que FDE a mis à disposition une fonctionnalité de pilotage des calibrateurs qui est utilisée par AIRAQ dans le cadre de son contrat, mais dont l'existence n'est pas forcément connue des autres AASQA.

L'ASPA souligne le problème de certains nouveaux analyseurs mis sur le marché qui ne présentent pas de protocole compatible avec les stations et qui nécessitent des développements au niveau de la station.

Plusieurs AASQA soulèvent le besoin de coordonner les constructeurs d'analyseurs sur ce point et soumettent l'idée d'un cahier des charges national commun qui exigerait la fourniture de certains protocoles de communication pour que les appareils puissent être homologués pour le marché français. Les AASQA estiment que le développement d'un protocole représente une charge marginale pour un constructeur d'analyseur.

Le LCSQA indique que la liste des appareils homologués (fournie par le LCSQA) ne tient pas compte pas des protocoles implémentés par les constructeurs. Le LCSQA propose de s'accorder avec le Ministère pour faire de la liste de protocoles fournis un critère d'homologation des analyseurs sur le marché français.

En synthèse de l'enquête, le LCSQA présente la solution TAM comme la plus aboutie (fonctionnalités conformes aux normes CEN, implémentation de la plupart des protocoles analyseurs et systèmes étalons employés, automatisation complète des opérations...) et la plus répandue parmi les AASQA avec un bon retour des utilisateurs. De plus, étant donné l'intérêt et les besoins exprimés au travers de l'enquête par les réseaux n'étant pas encore équipés ou ceux souhaitant évoluer vers une solution plus évoluée et suivie, le LCSQA propose d'assurer le suivi et la maintenance de TAM au niveau national afin d'en faire une solution mise à disposition de toutes les AASQA qui souhaiteraient l'utiliser. Cette démarche est accueillie positivement par le CSIA.

Le LCSQA propose d'échanger avec ATMO PC et AIRPARIF pour définir l'organisation et les modalités de la maintenance et du suivi compte tenu de leurs compétences et leurs implications sur cette solution.

Cette action est là aussi suspendue à la décision du CPT sur ce sujet. Dans ce contexte, l'urgence identifiée à ce jour est de mettre en place une documentation utilisateur.

Enquête sur les tests de répétabilité

Le LCSQA présente les résultats de l'enquête. Les résultats de l'enquête amènent à privilégier la solution d'un logiciel spécifique sur un PC connecté aux stations pour mener les tests de répétabilité. Ce logiciel doit être, dans la mesure du possible, compatible avec tous les types de stations d'acquisition.

Les tests de répétabilité doivent être faits sur site, à chaque étalonnage.

Sur demande du LCSQA et dans le but de concevoir un outil adapté, les AASQA décrivent le mode opératoire générique suivi par le technicien pour mener les tests de répétabilité sur site.

L'outil devra permettre deux modes de lancement des tests de répétabilité au technicien intervenant sur site :

- Un mode semi-automatique dans lequel le logiciel devra s'assurer de la stabilité du signal de l'analyseur en temps-réel avant de permettre à l'utilisateur de lancer le test.
- Un mode manuel où le technicien décidera lui-même du lancement des tests de répétabilité

Le LCSQA demande aux AASQA quelles autres fonctionnalités elles souhaiteraient sur le logiciel. Les réponses apportées sont :

- Gestion de quatre analyseurs en parallèle
- Stockage des données primaires
- Génération de rapport
- Configuration du port COM
- Connexion en IP
- Compatibilité multi-OS (si nécessaire)
- Licence libre

Les AASQA demandent des précisions quand à la mise en œuvre des tests de répétabilité et la mise à disposition de l'outil.

La mise en œuvre des tests de répétabilité pourrait intervenir dès janvier 2014, mais la date reste à valider en CPS. L'outil serait donc à mettre à disposition des AASQA pour fin 2013.

Le LCSQA va proposer un mode opératoire type de cet outil utilisé en station dans le but de fixer les principes d'utilisation d'un tel outil.

Prise en compte des évolutions normatives

Le LCSQA informe qu'une note a été transmise aux constructeurs de postes centraux pour les informer des points susceptibles d'impacter leur logiciel. Ces notes seront déposées sur le site du LCSQA en documents joints à la réunion. L'analyse de ces notes est en cours chez les deux constructeurs.

- ♦ La nouvelle formule de l'écart au point d'échelle pour les contrôles périodiques a été remontée aux constructeurs. De même pour le point sur la comparaison des canaux de NO et de NOx.

Cette dernière exigence a pu être mise en place par une AASQA grâce au module de carte de contrôle d'Xr.

- ♦ Au sujet du facteur de conversion, l'ASPA signale que Cegelec ne s'est pas mis en conformité avec le langage de commande qui permet de saisir davantage que 2 décimales.
- ♦ Le point de la norme sur la précision des mesures quart-horaires devra être soumis aux métrologues (exigence 9.8 de la norme NF EN 14211)
- ♦ Pour l'exclusion des mesures primaires strictement inférieures à la limite de détection, le LCSQA propose d'exploiter le paramètre LISI du langage de commande V3.1.

L'affectation d'un code « D » aux mesures avec ce paramètre a été discuté par les AASQA. En effet ce code s'applique habituellement aux défauts des analyseurs uniquement. Cependant son utilisation a été admise dans la mesure où ce défaut prend un libellé distinct : « défaut type station », « dépassement de suil ».

La mise en œuvre de ce paramètre va être étudiée pour le poste central Polair.

Suivi des incidents sur les stations

Le LCSQA a présenté les différents sujets suivis et les avancées réalisées.

- 2 bogues majeurs relevés par le LCSQA (codes qualité des scans des stations ISEO et suivi des calibrages d'une station SAP 3.1 sous XR 6.0) sont en cours d'analyse par ISEO.
- La mise en œuvre opérationnelle de l'émulation LS des stations FDE SAP UC/UC+ (dépourvues de cartes Ethernet) sur IP est en cours de test par Air Rhone Alpes suite à la validation de l'expérimentation en laboratoire par le LCSQA.
- L'exploitation du préleveur DIGITEL DA80 (muni d'un écran LCD) par les stations via le protocole AK est en cours d'analyse par le LCSQA et Atmo Auvergne (gestion des voies de mesures modifiées par rapport à l'ancienne génération de DA80). ORAMIP signale également des problèmes de voies de mesures pour l'exploitation du Partisol 2025i en protocole AK avec les stations SAM.

3.2 SUIVI DES DONNEES DE LA QUALITE DE L'AIR

Suivi de la remontée des données

Le LCSQA explique qu'il travaille à l'activation du flux sur les données manuelles. Une communication plus large sera faite lorsque ce flux sera opérationnel afin de relancer les AASQA sur la saisie des données manuelles dans le poste central.

Le LCSQA évoque l'idée d'un format d'échange commun avec les laboratoires qui permettrait de remonter les données manuelles de manière uniforme et homogène dans les AASQA et dans le système national. Les AASQA se montrent favorables à cette action. Le laboratoire Micropolluant attendrait des éléments sur ce sujet depuis quelques temps (action lancée par l'ADEME).

Certaines AASQA se plaignent à nouveau du manque de transparence d'ISEO dans le suivi des incidents et des bugs. Le suivi est propre à chaque AASQA et n'est global et partagé à l'ensemble des AASQA. Le LCSQA indique que ce point a été évoqué avec les 2 fournisseurs ISEO et CEGELEC et ces derniers se sont engagés à ouvrir l'accès à tous les utilisateurs au système de suivi d'incidents qu'ils ont développé.

Concernant la remontée des données temps-réel, le LCSQA relance les AASQA pour un passage en mode nominal à une fréquence d'acquisition/remontée de 3h, 24h/24, afin d'avoir une couverture homogène sur la journée pour un coût d'ensemble globalement équivalent.

Afin de répondre à l'exigence de suivi des approbations par type, le LCSQA a soumis l'idée d'une évolution du flux Méthodes permettant de remonter le modèle et le numéro de l'appareil afin de pouvoir rapporter cette caractéristique de l'appareil. Certaines AASQA proposent que cette caractéristique soit gérée à l'aide d'une GMAO harmonisée.

Bilan du Rapportage Eoi Data 2011

Le LCSQA présente le bilan du rapportage Eoi Data 2011 réalisé à l'automne 2012. Celui-ci a permis une consolidation du référentiel de données et a permis d'identifier un certain nombre d'améliorations à apporter pour parvenir à un meilleur contrôle de la qualité des données. Une partie de ces améliorations sont présentées en séance.

Le LCSQA transmettra sous peu, à chaque AASQA, la liste des données référentielles modifiées dans le cadre du rapportage, pour validation et le cas échéant mise à jour des données dans le système de l'AASQA.

Le LCSQA prévoit également la mise en place de contrôles complémentaires courant 2013 pour résorber les incohérences constatées dans les données intégrées.

Propositions sur la gestion des référentiels

Le LCSQA rappelle les responsabilités de chaque acteur sur les données référentielles.

Les constats actuels soulèvent un manque de contrôles sur les données référentielles (tant à la saisie qu'à l'intégration) et un manque de mutualisation (exemple du référentiel des codes polluants).

Dans le cadre de la réalisation du nouveau système, le LCSQA propose de centraliser la gestion des données référentielles à l'aide d'un outil unique et partagé qui garantira des contrôles systématiques et homogènes sur ces données. Cette architecture nécessiterait d'inverser le sens des flux de métadonnées entre le LCSQA et les AASQA. Cette proposition sera discutée dans le cadre du GT Métier.

Avancement du Système national de gestion des données d'observation

Le LCSQA présente l'avancement du système national.

Le GT Métier permettra de spécifier les besoins du système en collaboration avec les AASQA. Les dates des trois sessions sont encore à définir mais sont envisagées de mars à juin.

Le LCSQA détaille l'avancement du module de Gestion des données référentielles. Le référentiel Polluant est à mettre en place de façon urgente.

Le LCSQA rapporte l'état d'avancement de l'appel d'offre et indique que la sélection du prestataire pour la réalisation du système devrait aboutir courant mai.

Prochaine réunion¹ : 18/09/2013

¹ L'ensemble des dates des commissions a été arrêté et sera prochainement publié sur le site du LCSQA